



CHAPITRE 89

CHAPTER 89

LOI DE LA TAXE D'HÔPITAL SUR LES REPAS AN ACT RESPECTING THE HOSPITAL TAX ON MEALS

Taxe sur
les repas.

1. 1. Une taxe de cinq pour cent est imposée sur le prix dû ou payé, de chaque repas de trente-cinq centins ou plus, donné ou pris dans un établissement où, moyennant une considération pécuniaire, on donne à manger. Toute fraction d'un centin de cette taxe doit être comptée comme un entier.

1. 1. A duty of five per cent is imposed on the price, owing or paid, of each meal of thirty-five cents or more, given or taken in any establishment where, for monetary consideration, food is served. Every fraction of a cent of such duty shall be counted as a whole.

"Établissement".

2. Le mot "établissement" désigne un hôtel ou un restaurant situé dans la province, ainsi que tout convoi de chemin de fer et tout vaisseau dans la province et tout autre local dans la province, où, moyennant une considération pécuniaire, on donne à manger; mais il ne désigne pas les établissements généralement connus sous le nom de "maisons de pension" qui ne sont pas tenus de prendre une licence de la province, non plus que les institutions d'éducation, de charité, d'hospitalisation, de refuge ou autres institutions similaires, où, moyennant une considération pécuniaire, on donne à manger.

2. The word "establishment" designates an hotel or a restaurant situated in the Province, as well as any railway train and ship in the Province and any other premises in the Province, where, for monetary consideration, food is served; but it does not designate the establishments commonly known as "boarding-houses" which are not obliged to procure a Provincial license, nor does it designate educational, charitable, hospitalizing or sheltering institutions or other similar institutions, where, for monetary consideration, food is served.

Exception.

3. Cette taxe n'est pas exigible des employés d'une personne qui tient un établissement pour les repas qui sont servis à ces employés dans cet établissement. 16 Geo. V, c. 55, a. 1; 21 Geo. V, c. 82, a. 11; 22 Geo. V, c. 69, a. 1.

3. Such duty shall not be exigible from employees of the person keeping an establishment for meals served therein to such employees. 16 Geo. V, c. 55, s. 1; 21 Geo. V, c. 82, s. 11; 22 Geo. V, c. 69, s. 1.

Boissons.

2. Le prix du repas comprend également celui des bières, vins et autres breuvages qui sont consommés pendant ce repas. 16 Geo. V, c. 55, a. 2; 22 Geo. V, c. 69, a. 2.

2. The price of the meal shall include also that of beer, wine and other beverages consumed at such meal. 16 Geo. V, c. 55, s. 2.

Perception.

3. 1. Pour les repas donnés ou pris dans un établissement, la personne qui le

3. 1. For the meals given or taken in an establishment, the person keeping same

tient doit préparer et garder une addition ou note du prix des repas sur laquelle doivent être inscrits les mots "taxe d'hôpital" avec le montant de la taxe en regard. Cette taxe doit être payée par la personne qui doit ou paie cette addition ou note, à la personne qui tient l'établissement, laquelle agit en ce cas comme l'agent de la province et doit percevoir et remettre cette taxe mensuellement au trésorier de la province, avec un état attesté sous serment.

must prepare and keep a bill or account of the price of the meals on which must be inscribed the words "hospital duty" with the amount of the duty opposite. Such duty shall be paid, by the person who owes or is paying such bill or account, to the person keeping the establishment, who acts, in such case, as an agent for the Province and must collect and remit such duty monthly, with a sworn statement, to the Provincial Treasurer.

Indemnité. 2. Le trésorier de la province peut indemniser la personne qui tient l'établissement, pour la perception et la remise de la taxe. 16 Geo. V, c. 55, a. 3; 17 Geo. V, c. 55, a. 1; 22 Geo. V, c. 69, a. 3; 23 Geo. V, c. 77, a. 1.

2. The Provincial Treasurer may indemnify the person keeping the establishment, for the collection and remittance of the duty. 16 Geo. V, c. 55, s. 3; 17 Geo. V, c. 55, s. 1; 22 Geo. V, c. 69, s. 3; 23 Geo. V, c. 77, s. 1.

Une seule addition. 4. Lorsqu'il n'y a qu'une seule addition pour plusieurs personnes, cette addition ne doit pas être divisée suivant le nombre des personnes.

4. When there is a single meal-check for several persons, it shall not be divided by the number of persons.

Paiement de plusieurs notes. Lorsqu'une seule personne paie plus qu'une addition ou note, la taxe est calculée sur la somme globale des additions ou notes qu'elle paie, quel que soit le montant de chacune d'elles.

When a person pays more than one bill or account, the tax shall be calculated upon the total amount of the bills or account such person pays, whatever be the amount of each bill or account.

Pension. Si le prix de la pension est fixé à un montant global par jour ou fraction de jour ou autre période de jour ou de temps, sans distinction entre le prix des repas et celui du coucher, le prix du coucher doit être déduit du prix global et la taxe calculée sur la différence.

If the price of board is fixed at a lump sum per day or fraction of a day or other part of a day or period of time, without distinguishing between the price of meals and that of sleeping accommodation, the price of sleeping accommodation must be deducted from the total price and the duty be calculated on the balance.

Prix du coucher. Le prix du coucher ne peut en aucun cas excéder celui qui a été réellement convenu ni celui qui a été mentionné dans l'état fourni au bureau du revenu de la province, conformément à l'article 5 de la Loi de l'inspection des hôtels (chap. 251). 16 Geo. V, c. 55, a. 4; 22 Geo. V, c. 69, a. 4

The price of sleeping accommodation shall not in any case exceed that which was actually agreed upon nor exceed that mentioned in the statement furnished to the Revenue Branch of the Province, in compliance with section 5 of the Hotel Inspection Act (Chap. 251). 16 Geo. V, c. 55, s. 4; 22 Geo. V, c. 69, s. 4.

Emploi du produit. 5. Le produit de cette taxe, déduction faite des frais de perception, doit être versé au fonds de l'assistance publique. 16 Geo. V, c. 55, a. 5; 23 Geo. V, c. 77, a. 2.

5. The proceeds of this duty, after deducting the costs of collection, shall be turned over to the Public Charities' Fund. 16 Geo. V, c. 55, s. 5; 23 Geo. V, c. 77, s. 2.

Taxe municipale. 6. Toute municipalité de cité ou de ville de la province est autorisée à imposer et à percevoir, en addition à toute taxe qu'elle a droit d'imposer, une taxe addi-

6. Every city or town municipality of the Province is authorized to impose and levy, in addition to any tax which it is empowered to impose, an additional tax

- Produit.** tionnelle pour venir en aide aux hôpitaux et institutions de bienfaisance qui y sont établis. Le produit de cette taxe est versé au service de l'assistance publique de Québec, mais doit être appliqué entièrement aux institutions de la municipalité qui l'a perçu et versé, reconnues d'assistance publique par le gouvernement. 16 Geo. V, c. 55, a. 6.
- Rappel, etc.** 7. Une fois imposée, la taxe mentionnée dans l'article 6 ne peut pas être rappelée ni diminuée sans le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil. 16 Geo. V, c. 55, a. 7.
- Infraction.** 8. Toute personne qui contrevient à l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements édictés en vertu de cette loi commet une infraction à la présente loi, et, si elle est trouvée coupable elle doit être condamnée, en sus du paiement des frais et en sus du paiement des droits qu'elle aurait dû payer, percevoir ou remettre, suivant le cas, au paiement d'une amende d'au moins cinquante dollars mais n'excédant pas cent dollars.
- Amende.** Au cas d'une deuxième offense, le trésorier de la province peut annuler la licence de l'établissement détenue par toute dite personne. 16 Geo. V, c. 55, a. 8; 18 Geo. V, c. 18, a. 1; 22 Geo. V, c. 69, a. 5; 23 Geo. V, c. 77, a. 3.
- Deuxième offense.**
- Privilège de la couronne.** 9. Toutes les sommes dues à la couronne en vertu de la présente loi constituent une dette privilégiée qui prend rang immédiatement après les frais de justice, nonobstant les dispositions des articles 1994 et 2009 du Code civil. 16 Geo. V, c. 55, a. 8a; 23 Geo. V, c. 77, a. 4.
- Règlements.** 10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier, remplacer et abroger tous règlements et toutes formules qu'il croit nécessaires à la mise à exécution des dispositions précédentes.
- Il peut aussi par règlement exiger que la personne qui tient l'établissement:
- a) Se serve du système de pièces justificatives déterminé dans le règlement afin de permettre à la couronne de contrôler la perception et la remise de la taxe;
- b) Reçoive le vérificateur dans l'établissement et lui remettre les livres et documents.
- to assist the hospitals and charitable institutions therein established. The proceeds of such tax shall be paid over to the Quebec Bureau of Public Charities, but shall be entirely applied to the institutions in the municipality which collected and paid over same, recognized as public charitable institutions by the Government. 16 Geo. V, c. 55, s. 6.
7. Once imposed, the tax mentioned in section 6 shall not be repealed nor diminished without the consent of the Lieutenant-Governor in Council. 16 Geo. V, c. 55, s. 7.
8. Every person who violates any provision of this act or of the regulations enacted thereunder commits an offence against this act and, if found guilty, shall be condemned, in addition to the payment of the costs and of the duties which he should have paid, collected or remitted, as the case may be, to the payment of a fine of not less than fifty dollars but not more than one hundred dollars.
- In the event of a second offence, the Provincial Treasurer may cancel the establishment's license held by any such person. 16 Geo. V, c. 55, s. 8; 18 Geo. V, c. 18, s. 1; 22 Geo. V, c. 69, s. 5; 23 Geo. V, c. 77, s. 3.
9. All sums due to the Crown in virtue of this act shall constitute a privileged debt, ranking immediately after law costs, notwithstanding the provisions of Articles 1994 and 2009 of the Civil Code. 16 Geo. V, c. 55, s. 8a; 23 Geo. V, c. 77, s. 4.
10. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend, replace and repeal any regulations and forms which he may deem necessary for the carrying out of the foregoing sections.
- He may also, by regulation, require that the person who keeps the establishment:
- a. Shall make use of the system of vouchers determined in the regulation in order to enable the Crown to verify the collection and remittance of the duty;
- b. Shall receive the auditor in the establishment and deliver to him the books

ments que cet officier requiert. 16 Geo. V, c. 55, a. 9; 22 Geo. V, c. 69, a. 6.

and documents which such officer may require. 16 Geo. V, c. 55, s. 9; 22 Geo. V, c. 69, s. 6.

Poursuites.

11. Les poursuites sous l'autorité des dispositions précédentes sont prises au nom du percepteur du revenu de district, devant un juge de paix, un juge des sessions, un magistrat de police ou un magistrat de district, et sont régies par la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29). 16 Geo. V, c. 55, a. 10.

11. Prosecutions under the foregoing sections shall be taken in the name of the collector of revenue for the district, before a justice of the peace, a judge of sessions, a police magistrate or a district magistrate, and shall be governed by Part I of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29). 16 Geo. V, c. 55, s. 10.